



## INTRODUCTION

# L'engagement de l'université dans le développement de sa collectivité

**Gaëtan Tremblay**

Ce livre sur le rôle des universités dans le développement local, dans la perspective d'une approche systémique, écologique et territoriale, vient couronner un cycle de recherches collectives étendu sur quelques années (de 2005 à 2010) qui a constitué à plusieurs égards une expérience novatrice, stimulante et enrichissante. Son objet même, l'extension universitaire ou les services à la collectivité, la troisième composante de la mission universitaire avec – mais venant trop souvent après – la formation et la recherche, est relativement peu étudié, peu considéré. À peine quelques articles et de rares ouvrages lui ont-ils été consacrés au fil des ans. Il est pourtant de plus en plus au cœur des interrogations sur la place et le rôle des universités dans la société.

Création originale de l'Occident, née au XII<sup>e</sup> siècle, en continuité avec les écoles cathédrales, l'université a longtemps été réduite à quelques facultés: théologie, arts, médecine et droit (Vauchez, 2009). Au fil des siècles, et surtout à partir de la révolution industrielle, elle s'est enrichie de nouvelles disciplines et de nouveaux champs du savoir. Traversant

crises et transformations répétées, elle s'est maintenue jusqu'à nos jours comme une institution dédiée principalement à la formation supérieure et à la recherche.

Souvent qualifiée de tour d'ivoire, vivant en marge du monde, elle a tout de même intégré depuis près d'un siècle une fonction d'extension, comme on le disait au Québec jusqu'aux années 1970 et comme on le dit encore maintenant au Brésil. Édouard Montpetit, le père de la formation en science économique au Québec, n'écrivait-il pas, dès 1931, dans un article sur le rôle des universités, repris ultérieurement dans un recueil de ses textes :

À la recherche s'ajoute un moyen de vulgarisation développé depuis quelque temps : l'extension universitaire qui porte l'enseignement au-dehors et jusqu'au peuple. Pour les sciences sociales, ce mode est particulièrement intéressant. C'est une diffusion d'un autre genre que l'échange des professeurs allant d'une université à l'autre, ou dans des écoles internationales, dire les résultats de leurs travaux et faire bénéficier les étrangers de leur savoir (Édouard Montpetit, 1942, p. 78).

Mais, dès 1939, Gonzalve Poulin se plaignait du peu d'importance accordé à cette mission : « Sans doute, chacune de nos universités possède son département d'Extension universitaire ; mais le travail de cet organisme s'est limité à quelques conférences publiques, sans rien de systématique et d'adapté aux classes populaires » (dans Corbo et Ouellon, 2001, p. 180). Et de plaider pour la création de véritables départements d'éducation populaire, dirigés par un comité mixte de membres de la communauté universitaire et de représentants des milieux syndicaux et associatifs comme on en trouve en Angleterre et en Scandinavie. En France également, et dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des intellectuels au rang desquels on compte Auguste Comte ont proposé diverses formules d'éducation populaire. Et le Brésil, qui a emprunté sa devise à ce dernier, est la terre qui a vu naître Paulo Freire, le père de la pédagogie des opprimés (Freire, 1977).

D'une certaine manière, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a répondu au vœu de Gonzalve Poulin en créant à la fin des années 1970 son Service aux collectivités. Mais le vœu n'a été exaucé que partiellement parce que la fonction d'extension, comme on le verra à la lecture de cet ouvrage, reste toujours relativement marginale dans les préoccupations et les activités universitaires. À l'échelle internationale, le Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement de l'OCDE a organisé en 1980, à la suite d'une vaste recherche auprès des universités des pays membres, une rencontre internationale sur le thème de « L'enseignement supérieur et la collectivité : Nouvelles formes d'échanges et de coopération ». Dans la foulée, l'OCDE a publié en 1982 un ouvrage intitulé *L'université et la collectivité, une problématique nouvelle*. Y sont abordées maintes questions concernant les relations de l'université et de son environnement,

de la variété des modèles institutionnels rencontrés jusqu'à la redéfinition de la liberté académique en passant par la prise en compte de la dimension régionale. Quelque 30 ans plus tard, plusieurs de ses recommandations ont conservé toute leur pertinence. Celle-ci, par exemple, pour remédier au peu d'engagement de la majorité des professeurs dans des projets de services à la collectivité :

Peut-être le principal avantage des travaux de l'OCDE résidera-t-il dans le fait qu'il fera comprendre aux universités qu'elles devraient d'urgence remplacer leurs systèmes de récompenses par d'autres, propres à inciter leurs professeurs à accorder à l'enseignement et aux recherches fondés sur des problèmes, aux relations avec la collectivité et aux services rendus à celle-ci, exactement la même importance que celle qu'ils accordent actuellement à leurs travaux et à leurs ouvrages d'érudition. Nous sommes fermement persuadés que si les universités réformaient ainsi leurs systèmes de récompenses, leur corps enseignant se consacrerait davantage à l'étude des problèmes complexes du monde contemporain [...] pour le plus grand bien de la société et des universités (OCDE, 1982, p. 104-105).

Il est triste de constater que, quelques décennies plus tard, les critères de promotion de la carrière universitaire font encore si peu de cas des services à la collectivité et qu'il reste toujours plus valorisant pour les professeurs de se consacrer exclusivement à leurs enseignements réguliers, à leurs recherches académiques et à leurs publications dans des revues scientifiques. Malgré un développement indéniable au cours des trois dernières décennies, les services d'extension universitaire et les services à la collectivité, structurellement fragiles et dotés de faibles ressources, restent toujours les parents pauvres des institutions universitaires.

La publication de l'OCDE adopte une perspective très large qui englobe tout autant la formation professionnelle en réponse aux besoins des industries que la formation permanente et l'éducation des adultes. À l'opposé, l'approche du présent ouvrage cible davantage les projets orientés vers les communautés défavorisées, ayant traditionnellement peu d'accès aux ressources universitaires, les autochtones, les groupes de femmes, les ouvriers, les villages éloignés, les groupes de quartiers et les associations sans but lucratif. Il ne traite pas des services d'enseignement et de recherche aux entreprises. Il n'aborde pas non plus la formation aux adultes dispensée sur les campus. Il se concentre exclusivement sur les expériences sur le terrain, réalisées en collaboration avec des groupes sociaux plus ou moins organisés.

L'approche théorique élaborée pour notre recherche fait une large place aux questions environnementales et sociales, auxquelles elle accorde autant d'importance qu'aux contraintes économiques. Épousant les vues de l'écodéveloppement, elle dessine un cadre d'analyse et d'évaluation des projets qui inclut des critères sociaux, économiques et environnemen-

taux. Elle se démarque donc des courants dominants du développement durable qui soit assujettissent l'écologie à l'économie, soit ignorent les besoins sociaux des collectivités concernées. Mais, en raison de la relative marginalité des préoccupations environnementales, il n'a pas été possible de repérer beaucoup de projets réalisés au cours des dernières décennies qui poursuivaient explicitement des objectifs écologiques. Même s'il a fallu assez souvent poser un diagnostic d'absence, il a semblé essentiel aux chercheurs de maintenir intégralement leur cadre d'analyse et d'en réaffirmer la pertinence et la validité dans le premier chapitre rédigé par Jean-Marc Fontan et Paulo Freire Vieira ainsi que dans la conclusion, qui prend presque des allures de manifeste, rédigée au nom de tout le groupe de chercheurs par Paulo Freire Vieira, Normand Brunet, Pierre Girard et Gaëtan Tremblay.

Le développement local dont il est question dans le titre de l'ouvrage, c'est d'abord et avant tout celui du territoire où vivent l'université et la collectivité qu'elle dessert. Deux concepts entrent donc en jeu, celui de développement et celui de territoire, en résonance avec celui du rôle social de l'université. Expression valise que celle du développement, chargée de tant d'histoire et de sens divers qu'il nous a semblé indispensable d'en rappeler à grands traits le parcours. Charmain Levy s'est acquittée de cette tâche dans le chapitre 2. Le territoire méritait également arpentage, ce dont Cleonice Alexandre Le Bourlegat s'est chargée au chapitre 3.

Suivent cinq chapitres comme autant d'études de cas, analytiques autant que descriptives. Dans le chapitre 4, Antonio Jacó Brand et Marcelo Marinho présentent les travaux que poursuivent des universitaires de l'Universidade Católica Dom Bosco (UCDB) avec des autochtones Kaiowá/Guarani depuis plusieurs années et le modèle d'échanges réciproques qui les inspire. Renato A. Tagnin et Lourdes Alves de Souza décrivent pour leur part, au chapitre 5, le fonctionnement du réseau d'apprentissage et d'interactions, mis en place par le SENAC de São Paulo, qui réunit un ensemble de petites villes de l'État de São Paulo. Gaëtan Tremblay et Véronique Covanti introduisent dans le chapitre 6 le Service aux collectivités de l'UQAM, qui œuvre depuis trois décennies avec des syndicats, des groupes de femmes et des organismes communautaires. Au chapitre 7, Paulo Freire Vieira présente une expérience concrète de zone atelier de développement du territoire dans l'État de Santa Catarina. Suit enfin au chapitre 8 la présentation par Normand Brunet du Centre d'écologie urbaine de Montréal et de sa culture de collaboration, notamment avec le milieu universitaire.

Avant la conclusion-manifeste évoquée antérieurement, le chapitre 9, rédigé conjointement par Pierre Girard, Charmain Levy et Gaëtan Tremblay, offre, à la lumière des principaux concepts de notre cadre théorique, une lecture croisée des expériences brésiliennes et québécoises et tente d'en cerner les similitudes et les différences.

Originale par son objet, notre recherche l'a également été par sa démarche. Une étude comparative entre l'institution universitaire d'un pays du Nord, le Canada, et celle d'un pays du Sud, le Brésil, peut apparaître bien téméraire. Deux pays du Nouveau Monde, certes, mais ô combien différents par leur histoire, leurs langues, leurs cultures, leurs systèmes social et politique, leurs niveaux de développement économique; leur comparaison relevait du pari. Dans un monde qui se globalise, le jeu en valait pourtant la chandelle et s'est avéré instructif pour tous les participants. En publiant ce livre, nous estimons qu'il sera également profitable à d'autres.

Ce livre résulte d'un processus de collaboration relativement complexe, puisqu'il a engagé huit chercheurs de cinq institutions brésiliennes de formation supérieure<sup>1</sup> et une dizaine de chercheurs de trois universités québécoises<sup>2</sup>. Il a été mis en place et coordonné par le Centre d'études et de recherches sur le Brésil (CERB) de l'UQAM. La recherche a d'abord réuni en 2005 une poignée de chercheurs appartenant à diverses disciplines et champs d'études (sciences de la communication, sciences de l'environnement, sciences administratives, relations internationales) motivés par leur intérêt commun pour le Brésil. Les chercheurs québécois ont bientôt convié en 2006 leurs collègues brésiliens de Belo Horizonte, Florianópolis, São Paulo, Cuiabá et Campo Grande, appartenant tous au réseau BRACERB<sup>3</sup>, à participer à des séminaires mensuels par vidéoconférences, grâce au soutien financier du Fonds de développement académique du réseau (FODAR) du réseau de l'Université du Québec. Ces séminaires ont été le creuset de l'élaboration et de la conduite du programme de recherche. Ils nous auront permis de faire connaissance, d'échanger de l'information de base, de préciser nos champs de compétence, de confronter nos perspectives, de choisir nos thèmes, d'affiner nos concepts et nos hypothèses; bref, de faire tout le travail préalable nécessaire à la définition d'un projet de recherche<sup>4</sup>, de guider notre collecte de données et de préparer les deux colloques de présentation et de discussion de nos résultats, le premier à Diamantina au Brésil en avril et mai 2008 et le second à Montréal, au Québec, en avril et mai 2009.

- 
1. L'Universidade Federal de Minas Gerais, l'Universidade Federal de Santa Catarina, l'Universidade Federal do Mato Grosso, l'Universidade Católica Dom Bosco et le SENAC de São Paulo.
  2. L'Université du Québec à Montréal, l'Université du Québec à Trois-Rivières et l'Université du Québec en Outaouais.
  3. Le réseau BRACERB regroupe depuis 2005 une douzaine d'universités brésiliennes et l'UQAM. Voir <<http://www.unites.uqam.ca/bresil/>>.
  4. Nous remercions le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) du Canada, le programme FODAR de l'Université du Québec, la Chaire canadienne itinérante d'études brésiliennes, le ministère des Relations internationales du Québec, le SENAC de São Paulo et nos universités brésiliennes et québécoises pour leur soutien financier.

La complexité d'un tel projet s'est manifestée de diverses manières. Elle comportait, en premier lieu, une dimension technique incontournable. Interconnecter cinq, parfois six ou sept sites différents au Brésil et au Québec pour mener à bien un séminaire interactif par vidéoconférence représente un défi de taille, même à l'ère d'Internet, que les techniciens en audiovisuel et en informatique de nos différentes institutions ont su relever avec compétence, malgré une infrastructure parfois déficiente.

La complexité se manifestait également en matière linguistique. Nos séminaires ont fait alterner le français et le portugais au gré des séances et des compétences de chacun, alternance facilitée à l'occasion par l'aide de Maria Aparecida de Almeida, linguiste et directrice adjointe du CERB de 2001 à 2010, qui a participé à presque toutes nos séances de travail.

Complexité culturelle, enfin, qui a nécessité une familiarisation progressive avec les particularités des territoires, des populations et des institutions en cause dans notre étude. Pour établir des comparaisons valables, il faut se méfier des fausses similitudes et des particularités identitaires superficielles. Les mots identiques eux-mêmes ne prennent pas toujours le même sens d'un contexte à l'autre.

Ce livre, enfin, est le résultat d'un véritable travail collectif. L'articulation et l'intégration de la pensée y sont poussées bien au-delà de la publication d'actes de colloques. Les signatures conjointes de la plupart des chapitres constituent un indice révélateur de l'importance qu'a revêtue le travail en équipe dans le déroulement de cette recherche. Qu'il me soit permis ici de féliciter et de remercier chaleureusement chaque chercheur pour la qualité de sa participation, tant sur le plan de l'accomplissement professionnel que des relations humaines. Pour la plupart individus ne se connaissant guère au départ, ils ont progressivement formé une équipe unie de chercheurs et d'amis qui ont essayé de répondre honnêtement à l'appel que lançait aux universitaires, il y a déjà plus de 50 ans, le grand sociologue québécois Guy Rocher :

Ils doivent d'abord faire un grand effort de lucidité et d'honnêteté dans la recherche de leur rôle social, en tant qu'enseignants et que chercheurs, et du rôle social de l'université. L'égoïsme de classe des universitaires, leur manque de vision sociale, tout autant que l'égoïsme institutionnel des universités ont été causes de scandale. La poursuite de l'excellence scientifique ne doit pas être un alibi pour un non-engagement social qui n'est souvent qu'une illusion et un leurre. Les universitaires doivent vouloir exceller en tant que citoyens aussi bien qu'en tant qu'hommes de science (Rocher, 1969, p. 96).

Souhaitons que ce livre contribue au nécessaire débat sur le rôle des universités dans le développement des collectivités qu'elles desservent au Brésil et au Canada, mais également ailleurs dans le monde, en ces temps où l'humanité doit relever d'immenses défis pour préserver la qualité de son environnement et en répartir la jouissance équitablement<sup>5</sup>.

## Bibliographie

- Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement – CERI (1982). *L'université et la collectivité, une problématique nouvelle*, Paris, Organisation de coopération et de développement économiques.
- Corbo, C. et M. Ouellon (2001). *L'idée d'université*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.
- Freire, P. (1977). *Pédagogie des opprimés; suivi de Conscientisation et révolution*, Paris, Maspero.
- Montpetit, É. (1942). *La conquête économique*, Montréal, Valiquette, tome 3.
- Organisation de coopération et de développement économiques – OCDE (1982). *L'université et la collectivité, une problématique nouvelle*, Paris.
- Rocher, G. (1969). « Idéologies et engagement de l'université d'aujourd'hui et de demain », dans Association des universités et collèges du Canada (dir.), *Réunion annuelle. Délibérations*, Ottawa, p. 91-96. Texte reproduit dans Corbo et Ouellon, p. 342.
- Vaucher, A. (2009). « L'université médiévale vue d'aujourd'hui », dans Académie des inscriptions et belles-lettres, <<http://www.canalacademie.com/L-universite-medievale-vue-d.html>>.

---

5. Nous remercions chaleureusement Catherine Rodriguez pour la traduction des textes portugais et son aide à l'édition.